

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE RODEREN
SÉANCE DU 19 DÉCEMBRE 2024**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

L'an deux mil vingt-quatre, le dix-neuf décembre à vingt heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christophe KIPPELEN, Maire.

Date de la convocation :	10 décembre 2024	Présents : Mmes et MM.	Éric SOENEN, Béatrice TESTUD, Emmanuelle RUFF, Marc WILLEMANN, Lucile ZUSSY, Anatole FUCHS, Régis MAÎTRE, Anne-Marie TSCHIRHART, Fanny WEIGEL, Marion FUCHS, Stéphanie HALLER.
Date d'affichage :	11 décembre 2024		
Nombre de membres :	15	Excusé(s) :	Procuration(s) :
En exercice :	15	Emmanuelle RUFF	Éric SOENEN jusqu'à 20h08
Suffrages exprimés :	14	Jocelyne SOURD	Béatrice TESTUD
Votes Pour :	14	Éric HUMBERT	Christophe KIPPELEN
Votes Contre :	0	Jean-Sébastien INEICH	
Abstentions :	0		

DEL20241219_004

Objet de la délibération : Protection sociale complémentaire santé

Monsieur Christophe KIPPELEN explique que jusqu'à présent facultative, la participation des employeurs publics au financement de la protection sociale complémentaire en rendue obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2022 à la suite de l'entrée en vigueur de l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021. Cette ordonnance est entrée en vigueur progressivement depuis le 1^{er} janvier 2022 et s'appliquera à l'ensemble des employeurs publics au plus tard en 2026.

L'ordonnance instaure une obligation de financer la couverture du risque santé à hauteur d'au moins 50% d'un montant de référence fixé par décret en Conseil d'État.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée de se prononcer.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code des assurances ;

Vu le Code de la mutualité ;

Vu le Code de la sécurité sociale ;

Vu le Code général de la fonction publique articles L827-7 et L827-8 ;

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu la circulaire n° RDFB12207899C du 25 mai 2012 relative aux participations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu le débat d'orientation portant sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 10 octobre 2024 ;

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide

- **d'accorder sa participation financière aux fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé en activité ayant souscrit à un contrat ou règlement auquel un label a été délivré.**
- **de fixer le montant de participation pour le risque « santé », dans la limite de la cotisation versée par l'agent, à :**
 - **30 € par mois par agent pour un contrat individuel.**
 - **50 € par mois pour un contrat famille si l'agent est le souscripteur du contrat.**

Roderen, le 23/12/2024

Le Maire, Christophe KIPPELEN

Marc WILLEMANN, Secrétaire de séance

Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous-Préfecture le 23/12/2024
et publication ou notification du 23/12/2024